



sions sur les salaires, pas de pensions inférieures au SMIC et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat. Ces choix de solidarité, d'égalité, en faveur d'une transition énergétique dans la justice sociale, ne sont pas ceux de la majorité sortante. Les candidatures d'extrême-droite dont l'une portée à bout de micros et de caméras par l'empire médiatique d'un milliardaire réactionnaire impriment dans le débat national des choix délétères d'intolérance et d'exclusion. Là aussi, la FSU prend ses responsabilités et appelle à voter massivement au premier tour de la présidentielle (voir l'appel national de la FSU dans ce bulletin.) L'indépendance syndicale face aux mouvements politiques ne veut pas dire neutralité. Les politiques néo-libérales de destruction des services publics et les projets de l'extrême-droite doivent être battus.

Dans une Europe à nouveau frappée par la guerre en son cœur, la FSU a réaffirmé sa filiation internationaliste et dénonce l'invasion russe. Dans le département du Calvados, la FSU soutient les initiatives que pourraient prendre le Comité contre la guerre en Ukraine (voir l'appel dans ce bulletin.) Pour la paix, pour une démocratie renforcée en Europe comme en France, pour plus de solidarité et de justice sociale, face à la montée des périls, la FSU continuera de s'engager !

Jérôme Adell

## Création d'un Visa sur le Calvados



VISA est une association inter-syndicale composée de plus de 120 de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO, de la CNT et le Syndicat de la Magistrature.

Depuis 1996, VISA recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national, devenu Rassemblement national, sur le terrain social. VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9 % de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, confirmés, voire amplifiés, lors des

scrutins suivants et les 10,7 millions de voix obtenues au second tour de l'élection présidentielle de 2017, montrent que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française.

L'arrivée récente de Zemmour dans l'arène politique à l'occasion de l'élection présidentielle 2022 ne fait qu'aggraver la situation.

Cette situation ne peut nous laisser indifférents tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudos solutions du RN qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigrés, les Français-es, les chômeuses et celles et ceux qui ont un emploi.

Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut.

Ce combat antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet.

Autant que possible, cette contre-offensive syndicale doit se faire dans l'unité la plus large.

Pour participer au Visa local, contacter la FSU14 [fsu14@fsu.fr](mailto:fsu14@fsu.fr)

## Création d'un

## COMITÉ CONTRE LA GUERRE EN UKRAINE-CALVADOS

Le lundi 14 mars 2022, plusieurs organisations, associations, syndicats, partis politiques se sont réunis à la Maison des Syndicats de Caen pour échanger leurs analyses sur la guerre en Ukraine et décider de positions communes.

Elles condamnent l'agression russe contre l'Ukraine et expriment leur solidarité avec le peuple ukrainien et leur soutien aux citoyens russes qui se mobilisent contre la guerre.

Elles exigent un cessez-le-feu immédiat, la désescalade des tensions et le départ des troupes russes d'Ukraine.

Elles affirment que seul un mouvement populaire international pourra obtenir la Paix et s'inquiètent des politiques militaristes qu'on observe à travers l'Europe.

Afin de porter ces messages et d'organiser des actions de solidarité contre la Guerre en Ukraine, elles ont décidé de se coordonner par la création d'un Comité Contre la Guerre en Ukraine.

Le Comité appelle les organisations et les citoyen·nes souhaitant s'impliquer contre la Guerre en Ukraine à le rejoindre et à soutenir ses actions.

Pour contacter le Comité : [ccgu.calvados@outlook.fr](mailto:ccgu.calvados@outlook.fr)

# #BILAN BLANQUER

## ÉPISODE I : UNE PROFESSION ABÎMÉE



## Non-remplacement dans les écoles du Calvados : l'exaspération à son comble !

Communiqué de presse :

### **Non-remplacement dans les écoles du Calvados : l'exaspération à son comble !**

La situation du remplacement est catastrophique dans les écoles du Calvados. Chaque jour, ce sont plusieurs dizaines de classes qui ne sont pas remplacées : les élèves sont brassés dans les classes, les enseignant-es doivent alors gérer

plus d'une trentaine d'élèves de niveaux différents.

Le SNUipp-FSU14 demande depuis plusieurs semaines le report des formations, comme cela se fait dans l'Orne. S'il est urgent de donner la priorité à la continuité pédagogique comme le dit la direction académique, il faut s'en donner les moyens.

Et pourtant, la direction académique s'obstine à maintenir ces formations sur temps de classe, et mobilise les remplaçant-es disponibles pour remplacer prioritairement

les collègues partant en formation.

L'exaspération des collègues est croissante face une gestion totalement déconnectée du terrain, cette exaspération est à mettre en lien avec l'insatisfaction du métier révélée par l'enquête du SNUipp-FSU dont l'élément le plus saillant de cette consultation est la rupture totale avec le ministère : la quasi totalité des personnels (95%) est insatisfaite des relations avec le ministère.

Caen, le 1/04/22

### **Extrait de la déclaration CTSD du 25 mars 2022**

[...] Dans notre département, la situation du remplacement n'a jamais été aussi catastrophique dans le 1er degré, de nouveau l'école est prête à craquer. Le nombre de personnels malades ou devant garder leur enfant malade explose. Les collègues ne sont plus remplacés, celles et ceux qui sont encore debout enseignent dans des conditions totalement dégradées. Mme la Directrice académique, il y a urgence, la FSU vous demande de suspendre les formations français/math.

La suspicion face à ces absences est sous-jacente : alors que la CNIL interdit de demander le résultat du test covid, soumis au secret médical, il était encore demandé

cette semaine à certains collègues professeurs des écoles, comme si le certificat d'isolement ne suffisait pas. La FSU demande à ce que les résultats divulgués aux services soient immédiatement détruits. Mais quand va-t-on faire enfin confiance aux personnels dans ce département ?

Absentéisme, le mot est encore jeté, avec le même mépris que le ministre, aux visages des enseignants. Au-delà de la connotation négative, quel mensonge éhonté quand on sait que cela est démenti par les faits : les enseignants ont les taux de congés maladies les moins élevés : moins élevés que dans les autres ministères et également moins élevés que dans les entreprises privées ! [...]

« Bonjour,

J'imagine que vous connaissez les conditions actuelles de remplacements mais je tenais à vous écrire l'absurdité de la situation, qu'elle ne reste pas dans le silence...

Je suis actuellement en remplacement à XXX jusqu'au 31.03 et vendredi dernier on me place sur un remplacement de formation à Lisieux ! (remplacement annoncé le jeudi à 15h15). J'ai dû annoncer aux parents que je ne serai pas remplacée le vendredi car je devais assurer un remplacement ailleurs.

« Prendre à Paul pour donner à Pierre ! » J'ai dû surmonter mon stress et ma colère pour assurer ma mission. Belle épreuve !

Je ne comprends actuellement pas la volonté de maintenir les formations sur le temps scolaire dans une situation telle que nous la vivons : plus de remplaçant.e.s !"

« Bonjour à tous,

A XXX les absences non remplacées s'accumulent!

— Nous sommes à 30 quasiment tous les jours. Il devient très difficile de « faire classe » correctement.

Je me pose la question des responsabilités ... jusqu'à combien d'enfants par classe on peut accepter ou plutôt recevoir par obligation, \_qui est responsable s'il y a un accident parmi les élèves des collègues absents? sur les temps d'arrivée en classe quand il y a 0 adulte pour les surveiller, même chose ? \_En tout cas on est épuisés de devoir subir cela tous les jours ou un jour sur deux...\_»

# Le 24 mars 2022, les retraité·e·s dans la rue pour dire STOP à la perte de leur pouvoir d'achat

OUI au rattrapage et à l'augmentation immédiate des basses pensions !

La perte du pouvoir d'achat est bien réelle quel que soit le montant des pensions !

Nous ne pouvons nous satisfaire des aumônes gouvernementales de 100€ annuels : que ce soit pour l'énergie pour les plus précaires d'entre nous alors que la facture avait été supérieure : que ce soit pour l'augmentation de la vie : ce chèque qui est arrivé en février pour les retraité·e·s ayant une pension inférieure à 2000 €.

Avec ou sans les aumônes gouvernementales, avec une pension supérieure à 2000 € ou pas, nous avons toutes et tous vu notre pouvoir d'achat diminuer de façon conséquente !

De 2017 à 2021, la perte du pouvoir d'achat des pensions s'est élevée de 4, 5% à 5,4% selon le montant des pensions (moins ou plus de 2000 €) et selon les calculs INSEE de l'inflation. La revalorisation est, dans les faits, une dévalorisation des pensions. Comme elle est dé-

connectée de l'augmentation réelle des prix, l'écart se creuse en période inflationniste. Une fois de plus, nous ne défendons pas que les droits des retraité·e·s ; nous sommes solidaires avec les actifs en particulier les bas salaires ! Cela fait partie de la solidarité intergénérationnelle à laquelle nous sommes attaché·e·s. Mais il faut être vigilant entre les effets d'annonce et la réalité : le minimum retraite à 1000 € sera un leurre si les seuils pour accéder aux contributions sociales ne sont pas relevés. En effet, 300 € de plus sur ces pensions de misère aujourd'hui pénalisent d'une somme conséquente l'allocation logement et suppriment la CMU, ce qui oblige l'adhésion à une mutuelle. Le reste à vivre pour ces retraité·e·s resterait donc identique, quand il ne baisserait pas.

Il appartient à chacune et chacun d'analyser les programmes des candidats aux élections présidentielles, d'être soumis ou pas à la propagande médiatique.

Une chose est certaine : les dividendes pleuvent, les luttes fleurissent. Et seule, la population

déraille !

Notre revendication de lien avec le salaire moyen reste toujours et encore d'actualité. Encore faudrait-il que le point d'indice dans la Fonction publique progresse ! Il paraîtrait que cela serait en discussion. Encore une promesse électorale pour les actifs sans en connaître ni la date (avant l'été ?) ni le montant mais toujours rien pour les retraité·e·s actuels sauf la perte de leur pouvoir d'achat (10% en 10 ans). Quant aux futur·e·s retraité·e·s, on sait déjà que la majorité d'entre eux travaillera plus tard pour avoir des pensions encore inférieures !

Quand aurons-nous le respect que nous méritons ? Les retraité·e·s ne sont pas un coût mais une richesse : les pensions qu'elles et ils perçoivent sont un droit issu des cotisations versées au long de leur vie de travail et elles alimentent le dynamisme de l'économie.

Isabelle Cruchet

*Extraits de la prise de parole lors de la manifestation à Caen au nom de l'inter syndicale des retraité·e·s.*





ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## Appel de la FSU avant le 1er tour de l'élection présidentielle

**La politique menée par Emmanuel Macron** a nourri les désespérances, terreau de la progression des idées d'extrême droite. Démantèlement des outils de la démocratie sociale, démantèlement des services publics, gestion catastrophique de la crise sanitaire, atteinte aux libertés individuelles et collectives, politique très restrictive d'accueil des migrant-es, baisse de la fiscalité au profit des plus riches et des entreprises, répression de la contestation sociale, aggravation des inégalités et développement de la précarité ont caractérisé ce quinquennat et nourrissent aujourd'hui la progression des idées d'extrême droite.

**En tant que candidat, Emmanuel Macron** annonce pourtant vouloir durcir cette politique : report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, durcissement des conditions de versement du RSA dans une logique de « primauté des devoirs sur les droits », profonde transformation du système éducatif avec une attaque spécifique contre le collège, contre le recrutement par concours et contre la voie professionnelle, « autonomie » des écoles et des établissements scolaires et renforcement de celle des universités, ce qui signifie plus globalement la volonté de faire exploser tout cadre national du service public, développer les hiérarchies intermédiaires et lier les augmentations de salaires à des contreparties en termes d'accroissement de la charge et du temps de travail, et d'un statut plus précaire.

**Le Rassemblement National** adopte une stratégie de dissimulation en se présentant comme un « parti respectable » nourri par la colère sociale et qui récupère opportunément les thématiques sociales (retraite, allocation aux adultes handicapé-es, minimum vieillesse, pouvoir d'achat, « défense » des services publics) ce qui n'est qu'un leurre pour cette extrême droite afin de capter des voix de salarié-es frappé-es par les politiques néolibérales et des choix austéritaires qui se succèdent depuis des années.

**Le parti « Reconquête »** ne fait pas semblant et ne cache pas ses positions qui reprennent celles du Medef. Son candidat est directement le produit des puissants qui l'ont créé comme personnage médiatique. Profondément misogyne, ses discours induisent un potentiel danger pour les droits des femmes. Obsédé par sa haine des immigré-es et des musulman-es, il essaie de détourner la colère populaire en créant des boucs émissaires, fantasmant un monde qui n'a jamais existé où les seules différences seraient la couleur de peau ou la religion. Ces deux partis d'extrême droite représentent un danger immense pour la démocratie : ils sont en outre porteurs de graves menaces envers notre société, notamment pour les personnes issues de l'immigration.



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## Appel de la FSU avant le 1er tour de l'élection présidentielle

Les idées de haine et d'exclusion ne sont malheureusement plus le monopole de ces deux partis d'extrême droite, elles se sont largement diffusées, les droites tentant de rabattre une partie de l'électorat potentiel de l'extrême droite, et participent d'une atmosphère délétère. C'est aussi parce que nos métiers sont au service de l'intérêt général que nous n'acceptons pas de voir les objectifs de justice sociale et d'égalité remis en cause par la diffusion des idées d'extrême droite : que ce soit dans les services publics ou dans les entreprises privées, nous voulons travailler à l'égalité de traitement, à l'émancipation, au vivre ensemble, pas à la division et à l'exclusion.

La FSU appelle donc d'une part à se saisir du moment électoral pour que partout, ses revendications s'expriment et soient prises en compte par les candidat-es, sur la base du manifeste qu'elle a publié et qui porte entre autres plusieurs urgences incontournables : investissements dans les Services Publics, retraite à 60 ans à taux plein, égalité femmes-hommes dont l'égalité salariale, politique d'accueil de tou-tes les réfugié-es, changement de politique économique et sociale pour faire face à l'urgence climatique.

D'autre part, la FSU appelle à aller voter massivement au 1er tour de l'élection présidentielle le 10 avril 2022. Nous avons besoin que les idées et revendications du monde du travail que nous représentons se fassent entendre aussi dans les urnes. Pas une voix ne doit se porter pour l'extrême droite !



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

Dans ce contexte,  
la FSU avant comme après les élections,  
poursuivra ses mobilisations et ses combats.

Elle appelle à tout faire d'ici l'élection en tant que citoyen-nes et militant-es, et au moment de l'élection en tant qu'électrices et électeurs, pour que les politiques néolibérales visant notamment à réduire les services publics ou à les détruire et plus encore les projets d'extrême droite, soient battus.

Les Lilas le 16 mars 2022